

M. NOLLET: La fabrique de sulfate de sodium a eu du succès. Si elle est devenue une entreprise publique, c'est seulement parce que personne ne voulait l'exploiter. Cette entreprise a été une réussite.

Cette recommandation est très radicale, selon l'idée générale des gens. Je prétends que deux choses ne vont pas: d'abord, le prix des machines est trop élevé, peu importe le nombre des enquêtes faites de 1936 et 1937 jusqu'à maintenant. On n'a rien fait pour abaisser le prix de la machinerie agricole ou, ce qui serait une autre solution, pour élever le prix de vente des produits agricoles.

Pour aider les agriculteurs à se tirer du marasme économique, le gouvernement a créé plusieurs services dans le domaine des recherches, des fermes d'expérimentation, et ainsi de suite, afin d'augmenter le revenu du cultivateur. Nous avons dépensé beaucoup d'argent. Nous devons prendre nos responsabilités en protégeant le cultivateur contre le coût des machines ou en améliorant le prix de vente de ses produits. Je sais que c'est une mesure radicale, mais il est très difficile pour les fabricants qui se font une dure concurrence de rationaliser la production. Un autre service (le gouvernement ou les coopératives) doit aider à assurer cette rationalisation en se lançant dans ce genre d'entreprise même ou en la réglementant de façon à assurer cette rationalisation indispensable. Par exemple, si la *Massey-Ferguson* prenait une telle initiative, elle aurait toujours à faire face à ses concurrents. Pour ce qui est de la distribution, toute mesure prise en vue d'améliorer ce service devra recevoir une application globale.

Le VICE-PRÉSIDENT: Voudriez-vous revenir à la question qui a été posée?

M. MUIR (*Lisgar*): J'imagine qu'il y aura d'autres questions à ce sujet et je voudrais bien poursuivre le développement de mes idées concernant ce point particulier de la nationalisation. Une des sociétés de machines agricoles qui a témoigné devant le Comité a révélé qu'elle ne vendait au Canada que 12 p. 100 de sa production. Ajoutons qu'on nous a également démontré que 85 p. 100 des machines vendues dans l'Ouest canadien sont de fabrication étrangère. J'aimerais que vous me disiez ce que vous en pensez, pour le cas où vous nationaliseriez une industrie qui concurrencera des machines importées en proportion de 85 p. 100 des machines vendues dans l'Ouest du pays.

M. NOLLET: Si la nationalisation permet tant soit peu de diminuer les prix, je crois que les machines d'importation étrangère devront affronter cette concurrence et se vendre moins cher. Comme vous le savez, les sociétés de machines agricoles ont subi la concurrence lorsqu'elles ont vendu leurs machines à l'étranger.

M. MUIR (*Lisgar*): Quelles sont les raisons qui vous permettent de croire que la nationalisation diminuera les prix de façon que les produits puissent soutenir la concurrence? Les fabricants peuvent vendre à meilleur compte que vous.

M. NOLLET: En construisant les machines selon un point de vue utilitaire et en se gardant de modifier les modèles aussi fréquemment. Dans ce domaine, je crois que nous pourrions réaliser de nombreuses ventes.

M. MUIR (*Lisgar*): Croyez-vous qu'en mettant un frein à tout changement de modèles vous allez ralentir la bonne mécanisation de l'industrie agricole? De nombreuses modifications apportées aux modèles sont la conséquence des exigences des agriculteurs eux-mêmes qui désirent qu'il leur en coûte moins pour cultiver la terre. Les modifications de modèles tiennent compte de cela. Si vous arrêtez les modifications de modèles, vous mettez un frein au progrès.

M. NOLLET: Je parle des modifications inutiles, qui ne rendent pas les machines plus efficaces. Je crois que tout fabricant, surtout une régie d'État,